Evgeny Morozov, essayiste : « Le Chili d'Allende nous rappelle à quel point le contrôle de la technologie est un enjeu géopolitique »

Par Marc-Olivier Bherer , Le Monde, 11 septembre 2023

Entretien

Le journaliste revient, dans un podcast, sur l'incroyable parcours des Santiago Boys, ces ingénieurs chiliens qui voulaient affranchir leur pays de la dépendance technologique américaine.

L'essayiste d'origine biélorusse Evgeny Morozov. YANN LEGENDRE

Né en 1984, Evgeny Morozov est un journaliste et essayiste d'origine biélorusse. Observateur attentif de l'impact des nouvelles technologies, il s'intéresse à l'histoire du numérique, des outils informatiques autres que ceux provenant de la Silicon Valley. Il est notamment l'auteur de *Pour tout résoudre, cliquez ici ! L'aberration du solutionnisme technologique* (FYP, 2014). Cinquante ans après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, Evgeny Morozov vient de publier un podcast sur le Chili de Salvador Allende, intitulé « The Santiago Boys » (en anglais, gratuit, disponible sur les grandes plates-formes de streaming et sur le site The-santiago-boys.com). Dans cette enquête qui entremêle la

cybernétique et l'espionnage, le journaliste décrit le projet développé au Chili au début des années 1970 pour piloter l'économie nationale grâce à un réseau de télex et d'ordinateurs, et sortir d'une relation de dépendance technologique vis-à-vis des Etats-Unis.

Dans votre podcast, vous revenez sur un aspect méconnu du projet de Salvadore Allende pour transformer le Chili et l'emmener sur la voie du socialisme : de nouvelles technologies ont été développées sur place pour moderniser l'économie. Pouvez-vous nous expliquer en quoi consistait le réseau informatique alors imaginé ?

Après son élection à la présidence en 1970, Salvador Allende s'est en effet appuyé sur une équipe d'une quinzaine d'ingénieurs qui ont lancé le projet Cybersyn (cybernétique et synergie). Mais plus d'une centaine de personnes ont participé à ce projet, certaines venaient de l'étranger, du Royaume-Uni, d'Argentine, du Brésil. L'ambition était de suivre en temps réel la production des entreprises du pays grâce à un réseau de télex et des programmes informatiques ad hoc. Poussé par la nécessité, le pays a en effet dû faire le choix de l'innovation.

En 1971, rapidement après l'élection d'Allende, le pays a fait face à une crise due au manque de ressources managériales pour administrer les centaines de sociétés nationalisées. Les Etats-Unis en ont conscience et font tout pour inciter les gestionnaires chiliens à s'installer en Amérique du Nord. La situation est rendue encore plus difficile par le « blocus invisible », comme on disait à l'époque, auquel se livre Washington, qui empêche la livraison de nouvelles technologies ou des pièces nécessaires à leur entretien.

C'est ce contexte de crise qui a amené Fernando Flores, un jeune technocrate de l'administration chilienne, à se mettre en quête d'une solution. Il s'est alors tourné vers un consultant et théoricien britannique, Stafford Beer (1926-2002), un pionnier de la gestion cybernétique des organisations. Ensemble, Stafford Beer et Fernando Flores ont conçu ce projet. Dix critères, ou dix variables, devaient être suivis dans chaque usine, et les données devaient être envoyées par télex à un ordinateur central, qui se trouvait à Santiago, pour y être traitées par un logiciel créé par Stafford.

Une pièce aux allures futuristes, œuvre du designer allemand Gui Bonsiepe, permettait d'accéder aux informations recueillies par cet ordinateur. On y trouvait notamment des fauteuils disposant de touches et de boutons intégrés aux accoudoirs, qui reliaient l'utilisateur au

système informatique. Sur les murs se trouvaient plusieurs écrans afin de visualiser les données reçues. Le projet a pris une telle importance que Fernando Flores a été nommé ministre de l'économie et des finances en 1972.

Cybersyn, c'est un peu les big data d'aujourd'hui. Le projet cherchait à identifier ce qui constituait la norme et ce qui s'en écartait afin de pouvoir traiter tout éventuel problème. L'ensemble de l'Etat et pas uniquement l'industrie devait être soumis au même traitement. Après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, Cybersyn a, bien entendu, disparu.

Vous expliquez que l'opposition entre le Chili d'Allende et l'Amérique de Richard Nixon, qui occupait alors la Maison Blanche, est en grande partie un affrontement technologique. Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Cybersyn a acquis à notre époque un statut culte auprès de certaines communautés en ligne, mais, au-delà de cette nostalgie, ce projet met en scène un enjeu souvent oublié, la dimension géopolitique du contrôle de la technologie. A l'époque, le Chili vivait dans une forme de dépendance face à ce qui était alors un géant des télécommunications, International Telephone and Telegraph, plus connu sous le sigle ITT. Cette société n'est plus que l'ombre de ce qu'elle était, mais elle occupait dans les années 1960-1970 une place équivalente à celle des géants de la Silicon Valley aujourd'hui.

Après s'être implanté à Puerto Rico et à Cuba, grâce aux capitaux fournis par Wall Street, ITT rachète les réseaux de télécommunication partout en Amérique du Sud, puis se contente de gérer sa rente, refusant d'investir dans les endroits les plus pauvres et les plus reculés. Différents pays parviennent à s'en débarrasser dans les années 1960, mais ce n'est pas le cas du Chili, et son développement économique en souffre.

Il faut dire que ITT disposait de puissants alliés. Aux Etats-Unis, l'entreprise était intégrée au sein de l'appareil de sécurité nationale. Les intérêts de l'entreprise se confondaient avec ceux du pays. Après avoir dirigé la CIA de 1961 à 1965, John McCone rejoint en 1966 le conseil d'administration de ITT. En 1973, il a admis, devant une sous-commission du Sénat sur les multinationales et leur influence dans les pays où elles étaient implantées, que ITT avait offert 1 million de dollars à la CIA en 1970 pour financer une campagne visant à empêcher Allende de devenir président.

Comment cet affrontement technologique était-il interprété à l'époque ?

Dès les années 1960, différents économistes, généralement d'inspiration marxiste, développent la théorie de la dépendance, qui observe que la technologie est un moyen par lequel les pays du Sud peuvent être maintenus dans un état de sujétion, sans pouvoir s'affirmer dans l'économie mondiale, parce qu'ils n'ont pas la maîtrise des technologies. A l'inverse, les Etats-Unis pouvaient continuer de contrôler une part importante de l'économie mondiale par l'exercice d'une domination technologique.

Ces débats ont également existé en France, portés principalement par le best-seller de Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le Défi américain* (Denoël, 1967). Onze ans plus tard, le rapport Nora-Minc, rédigé par Simon Nora et Alain Minc à la demande de Valéry Giscard d'Estaing, plaide sur un ton moins nationaliste pour une plus grande intervention de l'Etat, afin de soutenir le développement de l'informatique en France.

La critique des géants technologiques va très loin à l'époque. ITT est même la cible de différents attentats, aux Etats-Unis et en Europe, y compris en France. En 1974, une usine de Sonolor, l'une de ses filiales, est incendiée à La Courneuve par un groupe clandestin qui veut ainsi souhaiter la bienvenue au nouvel ambassadeur chilien, nommé pour remplacer le poète Pablo Neruda.

Encore aujourd'hui, nous peinons à comprendre le poids géopolitique des nouvelles technologies. Le système néolibéral, qui prône l'interdépendance entre les économies nationales, est toujours le point de vue dominant, alors qu'en réalité la majorité des pays du globe sont tributaires de technologies étrangères, généralement américaines. Contrairement à ce que pense votre président, Emmanuel Macron, le développement de start-up ou d'incubateurs ne changera rien à l'affaire, l'autonomie en la matière repose sur la maîtrise de technologies de grande ampleur, comme l'intelligence artificielle.

Pourquoi a-t-on oublié ceux que vous appelez « Santiago Boys » ?

Le coup d'Etat puis la dictature en Chili ont fait que l'on s'est bien davantage intéressé au rôle pris par les Chicago Boys, des économistes chiliens formés à l'université de Chicago par Milton Friedman et Arnold Harberger, deux grands défenseurs du néolibéralisme. Ce sont les Chicago Boys qui ont veillé au déploiement de politiques de dérégulation

et de libéralisation de l'économie au Chili. Leur pays a servi de terrain d'expérimentation et bientôt de modèle pour la mise en place de ce programme économique ailleurs dans le monde, notamment au Royaume-Uni sous Margaret Thatcher et aux Etats-Unis sous Ronald Reagan. Pour les tenants de ce courant d'idées, la technologie participe à une saine « destruction créatrice ». Cette vision est toujours à l'œuvre aujourd'hui. Elle continue d'inspirer la Silicon Valley où la disruption est tant vantée.

Les Santiago Boys, ces ingénieurs qui ont voulu réaliser la vision d'un Chili souverain et socialiste, ont été complètement oubliés. Cinquante ans après le coup d'Etat, j'ai voulu leur rendre hommage et comprendre quelle était leur conception des nouvelles technologies. Ils ne versaient pas dans un travers actuel qui prétend que l'on pourra bientôt remplacer l'être humain grâce à l'intelligence artificielle. Cybersyn devait augmenter les individus, permettre à un manageur, voire aux ouvriers, d'identifier les problèmes, d'intervenir et de les corriger.

Qu'est-il arrivé aux Santiago Boys après le coup d'Etat ?

Plusieurs d'entre eux se sont exilés. Partir à l'étranger était plus facile pour ceux qui occupaient un rôle moins important, car ils n'ont pas été immédiatement arrêtés. D'autres ont choisi la clandestinité. Le plus important d'entre eux, Fernando Flores, a passé trois ans dans différents camps de travail et camps de concentration créés par le régime d'Augusto Pinochet. Fernando Flores était d'ailleurs à la Moneda, le palais présidentiel, le jour du coup d'Etat.

Stafford Beer, le consultant britannique, n'était pas au Chili le 11 septembre 1973, mais il a été profondément marqué par ces événements. Il s'est peu à peu coupé du monde. Fernando Flores a pris le chemin inverse. Une fois libéré, il est parti pour la Californie, il a obtenu un doctorat à Berkeley, puis il est devenu consultant, ce qui lui a permis de faire fortune. Chercheur à Stanford et à Berkeley, il a écrit un livre avec Terry Winograd, un spécialiste de l'intelligence artificielle et une figure très influente de la Silicon Valley. Flores a fait un retour à la politique en 2001, il a alors été élu sénateur au Chili, poste qu'il a quitté en 2009. Il vit toujours en Californie.